



Tous les jours,  
par tout un chacun  
et partout



Les Industries Dorel Inc. | Deuxième rapport trimestriel  
pour les six mois terminés le 30 juin 2009

# Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le trimestre et les six mois terminés le 30 juin 2009  
Tous les montants sont en dollars US

*L'analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation (l'« analyse ») devrait être lue conjointement avec les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour la période de six mois terminée le 30 juin 2009, ainsi qu'avec les états financiers consolidés vérifiés et l'analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation de l'exercice terminé le 30 décembre 2008. La présente analyse est fondée sur les résultats publiés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR) et utilise le dollar américain comme monnaie de présentation.*

*Les états financiers consolidés intermédiaires de la Société ont été préparés en utilisant les mêmes conventions comptables que celles décrites à la note 2 des états financiers consolidés vérifiés de la Société pour l'exercice terminé le 30 décembre 2008, à l'exception des nouvelles normes comptables décrites ci-dessous. La Société surveille régulièrement l'évolution des nouvelles normes comptables et rend compte des conventions nouvellement en application depuis la fin du dernier exercice financier complété. Veuillez vous reporter à la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires pour la période de six mois terminée le 30 juin 2009 afin d'obtenir des renseignements supplémentaires.*

*Les rapports trimestriels, le rapport annuel et les renseignements supplémentaires déposés auprès des organismes de réglementation des valeurs mobilières canadiennes sont accessibles en ligne à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com) ainsi que sur le site Web de la Société à l'adresse [www.dorel.com](http://www.dorel.com).*

*Il est à noter qu'aucun changement important n'est survenu en ce qui a trait à la « Vue d'ensemble de la Société », ainsi qu'aux « Secteurs d'exploitation », « Obligations contractuelles », « Arrangements hors bilan », « Instruments financiers dérivés », « Estimations comptables critiques » ou « Risques et incertitudes du marché » par rapport à ce qui est mentionné dans l'analyse présentée dans le rapport annuel 2008 de la Société. Par conséquent, ces aspects ne sont pas abordés dans la présente analyse. L'information contenue dans cette analyse est à jour au 11 août 2009.*

## ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS EN 2009

Le 6 janvier 2009, la Société a annoncé la mise sur pied de *Companhia Dorel Brasil Produtos Infantis* (Dorel Brésil), une nouvelle unité d'exploitation de la division Produits de puériculture de la Société. Un partenaire local qui entretient des relations de longue date dans les réseaux brésiliens de la vente au détail et qui possède une solide expérience dans le secteur des produits de puériculture, agira à titre de président de la nouvelle entreprise. Le Brésil se classe au septième rang mondial pour sa population, soit plus de 196 millions d'habitants. Il compte une population jeune dont le taux élevé de natalité atteint 18,7 par 1000 habitants, comparativement à 14,2 pour les États-Unis. De plus, comme l'utilisation des sièges de sécurité pour bébé est obligatoire au Brésil depuis juin 2008, la demande a grimpé. La Société prévoit assurer la production locale de ces sièges et importer les produits de sa gamme qui respectent les normes locales de sécurité. L'investissement total devrait se chiffrer à moins de 4 M\$, lesquels consisteront principalement en moules et en immobilisations. Dorel Brésil n'a eu aucune incidence importante sur les résultats d'exploitation de la Société au premier semestre de 2009.

Le 27 janvier 2009, Dorel a annoncé qu'elle renforçait une fois de plus ses populaires gammes européennes de produits de puériculture en procédant à l'acquisition de toutes les actions en circulation de la société *BABY ART bvba*, établie en Belgique. Créée en 2006, *BABY ART bvba* commercialise ses produits sous les marques *BABY ART* et *HOPPOP*. Ses produits et accessoires novateurs pour bébé, de conception moderne exceptionnelle, remportent un vif succès auprès des consommateurs et ont reçu des critiques élogieuses lors de la prestigieuse foire commerciale

européenne de produits pour enfants, qui s'est tenue en 2008 à Cologne, en Allemagne. Dorel Europe intègre progressivement les gammes de produits BABY ART et HOPPOP dans ses plans de marketing, et les solides relations que la Société entretient avec ses clients devraient générer des synergies considérables dans l'ensemble de ses réseaux de distribution. Le coût de cette acquisition s'est élevé à 4,1 M€, ou 5,4 M\$, et a fait l'objet d'un financement par emprunt.

Le 17 mars 2009, la Société a présenté une offre publique de rachat dans le cours normal de ses activités (l'« offre de rachat »). Dans ce cadre, elle a le droit de racheter aux fins d'annulation jusqu'à 1 458 624 actions à droit de vote subalterne de catégorie B sur une période de douze mois commençant le 20 mars 2009 et se terminant le 19 mars 2010, soit 5 % de ses actions à droit de vote subalterne de catégorie B émises et en circulation. Les rachats effectués par Dorel ont lieu par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto et sont conclus au cours boursier des actions à droit de vote subalterne de catégorie B au moment du rachat.

Le conseil d'administration de Dorel estime que le cours boursier des actions à droit de vote subalterne de catégorie B de Dorel pourrait ne pas correspondre à la valeur sous-jacente de la Société à certains moments pendant l'offre de rachat. Le conseil d'administration a par conséquent conclu que le rachat d'actions à certains cours boursiers pourrait constituer une utilisation appropriée des ressources financières de la Société et être à l'avantage de Dorel et de ses actionnaires.

Le 2 avril 2009, la Société a annoncé qu'elle créait cinq centres d'excellence dans le monde pour sa division Produits récréatifs. Chacun de ces centres s'attachera à développer une position de chef de file dans un créneau de marché particulier ou dans un champ d'expertise spécifique. Ces centres seront situés à Bethel (Connecticut), à Basel (Suisse), à Madison (Wisconsin), à Vancouver (Colombie-Britannique) et à Taichung (Taïwan). L'un des éléments clés de la stratégie des centres d'excellence en Amérique du Nord consiste à consolider l'ensemble des activités nord-américaines de développement de produits, de marketing et de gestion des affaires pour les quatre marques de bicyclettes (Cannondale, Schwinn, GT et Mongoose) à Bethel, au sein de l'unité d'exploitation qui porte désormais le nom de Groupe des Sports Cyclistes (GSC), anciennement l'unité Cannondale Sports Group. Par ailleurs, la Société réduit de cinq à deux le nombre d'installations pour les activités nord-américaines du GSC.

En outre, le GSC créera un laboratoire d'essais de bicyclettes dans ses installations de Bedford, en Pennsylvanie, où les activités seront axées sur l'assemblage des bicyclettes, l'usinage, les essais et le contrôle de la qualité, la réparation des bicyclettes sous garantie, les ventes internes et le service, la distribution et le soutien à la clientèle (y compris la création d'un nouveau centre d'appel sur place). Le transfert d'ici 2010 des activités de fabrication de cadres de bicyclettes de Bedford permettra au GSC de tirer pleinement parti des forces et capacités du nouveau centre d'excellence de Taichung (Taïwan), lequel assurera la supervision de la fabrication, l'approvisionnement, les essais et le contrôle de la qualité. En conséquence, l'effectif de Bedford sera réduit, passant de 300 à environ 100 employés d'ici la fin de 2010.

Le coût total de l'ensemble du plan de réorganisation ne devrait pas excéder 4,5 M\$, dont la majeure partie se rapportera aux indemnités de déménagement et de départ des employés. Ces coûts seront engagés au cours des exercices 2009 et 2010. Une fois la réorganisation terminée, la Société prévoit réaliser des économies qui pourraient atteindre 4 M\$ par an.

Après la fin du trimestre, la Société a annoncé la réalisation de deux nouvelles acquisitions au sein de sa division Produits récréatifs. Le 15 juillet 2009, la Société a en effet annoncé l'acquisition de certains éléments d'actif de Iron Horse Bicycles, y compris des stocks, ainsi que de diverses marques de commerce et appellations commerciales, notamment la marque « Iron Horse », dans le cadre d'une opération d'une valeur de 5,2 M\$. Iron Horse, une société fondée en 1987 à New York dont les produits sont commercialisés partout en Amérique du Nord et à l'échelle internationale, est mieux connue pour ses vélos de descente et de sentiers extrêmes. Les ventes mondiales se sont chiffrées à 25 M\$ en 2008.

Le 4 août 2009, la Société a annoncé l'acquisition de certains actifs de Gemini Bicycles établie à Sydney, en Australie, pour 2,2 M\$ US et la création d'une nouvelle filiale nommée Groupe des Sports Cyclistes (GSC), Australie. La nouvelle division réunira les principales marques de Produits récréatifs de Dorel : Schwinn, Mongoose, Cannondale, GT et SUGOI, et se concentrera sur le réseau des concessionnaires indépendants de bicyclettes.

## RÉSULTATS D'EXPLOITATION

(Tous les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf les montants par action.)

### Reclassements

Au premier trimestre de 2009, la Société a adopté le chapitre 3031, « Stocks », du *Manuel* de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA). Par suite des changements apportés aux exigences de présentation, l'amortissement lié aux activités de fabrication fait désormais partie du coût des produits vendus. Ainsi, 5,4 M\$ et 10,5 M\$ en amortissements ont fait l'objet d'un reclassement pour le trimestre et le premier semestre, respectivement. Depuis janvier 2009, la Société reclasse également certains montants de ses différentes divisions afin de reproduire fidèlement la façon dont les résultats sectoriels sont constatés à l'interne.

Afin de faciliter la comparaison d'un exercice à l'autre, les montants sectoriels comparatifs de l'exercice précédent ont fait l'objet du reclassement suivant :

#### Deuxième trimestre terminé le 30 juin 2008

	Total	Produits de puériculture	Produits récréatifs	Mobilier de maison	Éliminations/Siège social
Ventes à des clients	– \$	(9 283) \$	3 358 \$	5 925 \$	– \$
Ventes intersectorielles	–	–	(1 728)	(2 084)	3 812
Chiffre d'affaires total	–	(9 283)	1 630	3 841	3 812
Coût des produits vendus	5 429	(5 278)	2 176	4 719	3 812
Frais de vente, généraux et administratifs	–	(46)	533	629	(1 116)
Amortissements	(5 429)	(3 685)	(645)	(1 099)	–
Bénéfice d'exploitation	– \$	(274) \$	(434) \$	(408) \$	1 116 \$

#### Six mois terminé le 30 juin 2008

	Total	Produits de puériculture	Produits récréatifs	Mobilier de maison	Éliminations/Siège social
Ventes à des clients	– \$	(18 178) \$	7 673 \$	10 505 \$	– \$
Ventes intersectorielles	–	–	(4 445)	(4 395)	8 840
Chiffre d'affaires total	–	(18 178)	3 228	6 110	8 840
Coût des produits vendus	10 497	(10 212)	3 902	7 967	8 840
Frais de vente, généraux et administratifs	–	87	952	1 319	(2 358)
Amortissements	(10 497)	(7 282)	(1 093)	(2 122)	–
Bénéfice d'exploitation	– \$	(771) \$	(533) \$	(1 054) \$	2 358 \$

### Vue d'ensemble

L'analyse par la direction publiée à la fin de l'exercice 2008 expliquait comment la situation économique actuelle devait se répercuter sur les résultats de 2009. Nous y précisons que la hausse du chômage et la détérioration de la confiance des consommateurs risqueraient de diminuer le revenu discrétionnaire disponible et de réduire les dépenses des ménages dans les magasins. Cela dit, nous y indiquons également que même si Dorel n'est pas à l'abri d'une telle conjoncture, le profil de la clientèle et la nature même de la grande majorité des produits de la Société la protégeraient, dans une certaine mesure, contre une forte baisse des ventes par rapport à 2008. Les résultats du premier semestre ont confirmé ces prévisions puisque les ventes, sur une base comparable, n'ont diminué que de 5,5 %. Au premier semestre de 2009, le chiffre d'affaires a diminué de 73,4 M\$, soit 6,4 %, pour atteindre 1 076,4 M\$. Ce résultat est comparable à celui de l'exercice précédent qui s'établissait à 1 149,8 M\$.

Le chiffre d'affaires pour le deuxième trimestre terminé le 30 juin 2009 a diminué de 42,6 M\$, soit 7,2 %, pour s'établir à 551,1 M\$, comparativement à 593,7 M\$ au dernier exercice. Le bénéfice après impôts a diminué de 6,5 M\$, passant de 31,3 M\$ en 2008 à 24,8 M\$. Le bénéfice dilué par action (BPA) s'est chiffré à 0,74 \$ en 2009, comparativement à 0,94 \$ en 2008. Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2009, le chiffre d'affaires a chuté de 73,4 M\$, soit de 6,4 %, passant de 1,150 G\$ il y a un an à 1,076 G\$. Depuis le début de l'exercice, le bénéfice après impôts a diminué de 66,5 M\$ en 2008 à 52,8 M\$, ce qui représente une baisse de 20,6 %. Le bénéfice dilué par action (BPA) s'est établi à 1,58 \$ en 2009, comparativement à 1,99 \$ en 2008.

Afin de se prémunir contre le risque de change et l'incidence de ce dernier sur ses flux de trésorerie, la Société a recouru à des contrats de change à terme et d'autres types d'instruments financiers dérivés, dont la majorité se rattache à la division Produits de puériculture de Dorel Europe. Comme la Société n'utilise pas la méthode de la « comptabilité de couverture », les gains et les pertes hors caisse découlant de l'évaluation à la valeur de marché des contrats de change sont comptabilisés; ils correspondent à la différence entre le taux de change établi par contrat et le cours du marché pour ces instruments à la fin d'une période donnée. Par conséquent, les gains et les pertes sur ces instruments sont comptabilisés par rapport aux fluctuations des taux de change actuels plutôt que par rapport aux taux de change à l'échéance des contrats lorsque l'incidence sur les flux de trésorerie est enregistrée.

Ces gains et pertes découlant de l'évaluation à la valeur de marché ont une incidence importante sur les résultats de la Société pour 2009, de sorte qu'il y a une charge hors caisse à inclure dans le calcul avant impôts de 12,6 M\$ pour le trimestre et de 12,1 M\$ depuis le début de l'exercice. La quasi-totalité des pertes subies en 2009 découle des contrats existants en date du 30 décembre 2008, sur lesquels des gains ont été enregistrés en 2008. Après impôts, les pertes représentent environ 8,9 M\$ pour le trimestre et 8,5 M\$ depuis le début de l'exercice, soit, respectivement, un montant dilué par action de 0,27 \$ et de 0,25 \$. N'eût été de la comptabilisation de ces pertes en 2009, le bénéfice dilué par action aurait été de 1,01 \$ pour le trimestre et de 1,83 \$ depuis le début de l'exercice.

Les fluctuations des devises par rapport au dollar américain ont également joué un rôle important au cours du trimestre dans l'évolution du chiffre d'affaires comparativement à l'exercice précédent. En effet, la baisse du chiffre d'affaires par rapport à l'exercice précédent est attribuable au fait que le dollar américain était plus fort que toutes les devises en 2009 comparativement à 2008. En revanche, les acquisitions réalisées ont fait augmenter le chiffre d'affaires. Outre ces deux facteurs, la diminution du chiffre d'affaires, sur une base comparable, au cours du trimestre et du semestre en question s'est établie à environ 5,5 %.

Les marges brutes de 22,0 % pour le trimestre étaient inférieures à celles de 23,1 % réalisées lors de l'exercice précédent. Les marges brutes depuis le début de l'exercice ont également diminué de 120 points de base, pour atteindre 22,7 %. Toutefois, si les résultats évalués à la valeur de marché des contrats de change dont il a été question précédemment ne sont pas compris dans le calcul des résultats pour les deux exercices, les marges pour 2009 sont de 24,3 % pour le trimestre et de 23,8 % depuis le début de l'exercice, comparativement à 23,0 % et 24,0 %, respectivement. D'après ces résultats, les marges brutes depuis le début de l'exercice sont similaires à celles affichées en 2008 et constituent une amélioration par rapport au trimestre de l'exercice précédent. Cette amélioration s'explique en grande partie par la plus grande stabilité des coûts en 2009. Comparativement au dernier exercice, les frais de vente, généraux et administratifs ont diminué de 3,7 M\$ au cours du deuxième trimestre et de 6,9 M\$ depuis le début de l'exercice. La réduction des charges due au ralentissement des ventes et au fléchissement du taux de change applicable aux frais exprimés en devises autres que le dollar américain, lesquels ont plus que contrebalancé la hausse des charges liée aux nouvelles acquisitions effectuées au cours de 2008 et de 2009, explique en grande partie la diminution de ces frais.

Les frais de restructuration engagés en 2009 sont négligeables. Ils s'étaient élevés à 1,7 M\$, avant impôts, dans la première moitié de 2008 et se composaient principalement des coûts liés à des prestations de cessation d'emploi versées aux salariés de Dorel Europe. L'incidence après impôts de ces frais en 2008 atteignait 1,2 M\$, soit 0,04 \$ par action diluée. Les intérêts sur la dette à long terme au cours du deuxième trimestre de 2009 se sont chiffrés à 4,1 M\$, comparativement à 5,3 M\$ en 2008. Depuis le début de l'exercice, ces chiffres sont de 8,2 M\$ et 10,0 M\$, respectivement. Le taux d'intérêt depuis le début de l'exercice sur les emprunts à long terme de la Société était d'environ 3,1 %, tandis qu'il était de 4,7 % en 2008, ce qui explique la baisse des intérêts débiteurs en 2009. La réduction des charges a néanmoins été possible malgré des emprunts plus élevés que la moyenne, nécessaires à l'acquisition de différentes entreprises en 2008 et 2009. Il est à noter que les intérêts débiteurs pour le deuxième trimestre de 2009 tiennent compte d'un montant de 0,2 M\$ lié à l'utilisation par la Société de swaps de taux d'intérêt dans le but de réduire son exposition à la fluctuation des taux d'intérêt.

Le taux d'imposition de la Société est déterminé par la législation fiscale en vigueur dans les pays où la Société exerce ses activités et par l'application des conventions fiscales conclues entre différents pays. Le taux d'imposition durant le

trimestre s'est élevé à 16,9 % et à 16,7 % depuis le début de l'exercice, lesquels taux sont conformes aux attentes. La diminution par rapport au taux d'imposition de 20,2 % en vigueur au deuxième trimestre de 2008 est attribuable aux modifications législatives qui ont touché les territoires dans lesquels la Société génère ses revenus d'une année à l'autre.

Les principaux écarts au titre du bénéfice entre 2008 et 2009 se résument comme suit :

	<u>Trimestre</u>	<u>Depuis le début de l'exercice</u>
<b>Bénéfice d'exploitation sectoriel :</b>		
Diminution pour la division Produits de puériculture, compte non tenu des frais de restructuration	(13 644) \$	(22 420) \$
Diminution pour la division Produits récréatifs	(1 243)	(6 076)
Augmentation pour la division Mobilier de maison	4 152	7 597
Frais de restructuration pour la division Produits de puériculture en 2008	798	1 562
Diminution totale du bénéfice d'exploitation	<u>(9 937)</u>	<u>(19 337)</u>
Baisse de la charge d'intérêts	1 546	1 902
Diminution des impôts sur les bénéfices	2 919	4 699
Autres	(1 111)	(951)
Diminution totale du bénéfice après impôts	<u>(6 583) \$</u>	<u>(13 687) \$</u>

Les causes de ces variations par rapport à l'exercice précédent sont expliquées de façon détaillée ci-après.

### Information financière choisie

Les tableaux ci-dessous présentent de l'information financière choisie pour les huit derniers trimestres complétés.

<b>Résultats d'exploitation pour les trimestres terminés le</b>				
	<b>30 sept. 2008</b>	<b>30 déc. 2008</b>	<b>31 mars 2009</b>	<b>30 juin 2009</b>
Chiffre d'affaires	552 242 \$	479 880 \$	525 230 \$	551 123 \$
Bénéfice net	27 208 \$	19 167 \$	28 029 \$	24 764 \$
Bénéfice par action				
De base	0,82 \$	0,57 \$	0,84 \$	0,74 \$
Dilué	0,82 \$	0,57 \$	0,84 \$	0,74 \$

<b>Résultats d'exploitation pour les trimestres terminés le</b>				
	<b>30 sept. 2007</b>	<b>30 déc. 2007</b>	<b>31 mars 2008</b>	<b>30 juin 2008</b>
Chiffre d'affaires	440 115 \$	458 853 \$	556 034 \$	593 724 \$
Bénéfice net	26 360 \$	22 348 \$	35 133 \$	31 347 \$
Bénéfice par action				
De base	0,79 \$	0,67 \$	1,05 \$	0,94 \$
Dilué	0,79 \$	0,67 \$	1,05 \$	0,94 \$

## Résultats sectoriels

Les résultats sectoriels sont présentés à la note 12 afférente aux présents états financiers intermédiaires. De plus amples informations concernant les résultats par secteur d'activités sont présentées ci-dessous.

### Produits de puériculture

Charges exprimées en pourcentage du chiffre d'affaires	Deuxièmes trimestres terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2009	2008	2009	2008
Chiffre d'affaires	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Coût des produits vendus	75,6 %	72,5 %	73,5 %	71,5 %
Marge brute	24,4 %	27,5 %	26,5 %	28,5 %
Frais de vente, généraux et administratifs	14,8 %	14,3 %	14,9 %	14,8 %
Amortissements	1,9 %	1,8 %	1,8 %	1,6 %
Frais de recherche et développement	0,8 %	0,6 %	0,8 %	0,6 %
Frais de restructuration	0,0 %	0,3 %	0,0 %	0,3 %
Bénéfice d'exploitation	6,8 %	10,5 %	9,1 %	11,2 %

Le chiffre d'affaires de la division Produits de puériculture au cours du deuxième trimestre a diminué de 13,3 %, soit de 37,5 M\$, passant de 282,2 M\$ au cours de la même période en 2008 à 244,7 M\$. Le bénéfice d'exploitation en 2009 s'est élevé à 16,7 M\$, ce qui représente une baisse de 43,4 % par rapport aux 29,6 M\$ enregistrés en 2008. Le chiffre d'affaires depuis le début de l'exercice 2009 est de 498,6 M\$, soit un recul de 92,3 M\$ ou encore de 15,6 %. Le bénéfice d'exploitation pour le premier semestre s'est chiffré à 45,4 M\$ en 2009, comparativement à 66,3 M\$ en 2008. Il est toutefois à noter que les pertes découlant de l'évaluation à la valeur de marché des contrats de change de 12,7 M\$ pour le trimestre et de 13,4 M\$ depuis le début de l'exercice sont comprises dans les résultats pour 2009. En 2008, ces montants correspondaient à un gain de 1,1 M\$ pour le trimestre et à une perte de 1,8 M\$ pour le semestre. Si les résultats ne tenaient pas compte de ces pertes pour les deux exercices, le bénéfice d'exploitation pour le trimestre se serait accru par rapport à l'exercice précédent, passant de 28,5 M\$ en 2008 à 29,4 M\$, et ce, malgré un recul du chiffre d'affaires en 2009. Le bénéfice depuis le début de l'exercice, compte non tenu de l'incidence de l'évaluation à la valeur de marché des contrats de change pour les deux derniers exercices, s'établissait à 58,8 M\$ pour 2009 et à 68,1 M\$ pour 2008.

Le chiffre d'affaires a diminué aussi bien en Amérique du Nord qu'en Europe, mais plus fortement sur le continent européen. Les ventes en dehors des États-Unis représentent plus de la moitié du chiffre d'affaires total de la division. Par conséquent, la force du dollar américain a une incidence importante sur le chiffre d'affaires et le bénéfice. Durant le trimestre, les ventes européennes ont diminué de 22 % par rapport à l'exercice précédent, mais plus de la moitié de cette baisse s'explique par l'incidence du taux de change. Ce facteur mis à part, la baisse réelle du chiffre d'affaires en Europe, sur une base comparable, s'est établie à environ 9 %. Pour l'ensemble de la division, la baisse du chiffre d'affaires se situe autour de 6 % si l'on ne tient pas compte de l'effet du taux de change. Comme ce fut le cas durant le trimestre, plus de la moitié du recul des ventes depuis le début de l'exercice est attribuable à la fluctuation du taux de change. Les ventes en Europe ont fléchi de 24 %; en revanche, sur une base comparable, les ventes n'ont chuté que d'environ 11 %. Dans l'ensemble, les ventes internes de la division ont reculé d'environ 8 % depuis le début de l'exercice.

Les marges brutes ont fléchi par rapport à 2008 autant pour le trimestre que depuis le début de l'exercice. Cependant, le coût des produits vendus tient compte de l'incidence de l'évaluation à la valeur de marché des contrats de change. Compte non tenu de cette incidence pour les deux exercices, les marges sont de 29,5 % pour le trimestre et de 29,2 % depuis le début de l'exercice, ce qui représente une amélioration par rapport au dernier exercice, au cours duquel elles étaient de 27,1 % et de 28,8 %, respectivement. Cette amélioration est attribuable à la plus grande stabilité du coût des intrants en 2009 qu'en 2008 et à une composition des ventes plus avantageuse en Amérique du Nord. Pour la division dans son ensemble, les frais de vente, généraux et administratifs se sont comprimés en valeur, mais en tant que pourcentage du chiffre d'affaires, ces frais se sont accrus légèrement en raison du faible volume des ventes. Il est à noter que les coûts totaux liés à la responsabilité de produits pour le trimestre étaient de 2,7 M\$ en 2009

comparativement à 2,9 M\$ pour la même période au dernier exercice. Ces coûts depuis le début de l'exercice s'élèvent à 7,8 M\$ en 2009, tandis qu'ils étaient de 12,6 M\$ en 2008.

### Produits récréatifs

Charges exprimées en pourcentage du chiffre d'affaires	Deuxièmes trimestres terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2009	2008	2009	2008
Chiffre d'affaires	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Coût des produits vendus	77,8 %	76,6 %	77,5 %	76,1 %
Marge brute	22,2 %	23,4 %	22,5 %	23,9 %
Frais de vente, généraux et administratifs	13,6 %	13,8 %	14,6 %	13,5 %
Amortissements	0,6 %	0,8 %	0,7 %	0,8 %
Bénéfice d'exploitation	8,0 %	8,8 %	7,2 %	9,6 %

Au deuxième trimestre, le chiffre d'affaires de la division Produits récréatifs a augmenté de 4,0 M\$, soit 2,1 %, passant de 195,1 M\$ en 2008 à 199,1 M\$. Le chiffre d'affaires depuis le début de l'exercice a grimpé de 25,0 M\$, soit de 7,4 %, pour atteindre 360,5 M\$ tandis qu'il était de 335,5 M\$ à l'exercice précédent. Si l'on ne tient pas compte de l'incidence de l'acquisition de nouvelles entreprises et des fluctuations du taux de change sur les secteurs d'activité de la division en dehors des États-Unis, la baisse du chiffre d'affaires de la division, sur une base comparable, est d'environ 5 % pour le trimestre et d'environ 4 % depuis le début de l'exercice. Le chiffre d'affaires réalisé auprès des grands détaillants et découlant de la vente de bicyclettes, soit la principale catégorie de produits de la division, a fléchi par rapport au dernier exercice; le recul a toutefois été contrebalancé par l'acquisition des activités liées aux pièces et aux accessoires, réalisée à la fin de juin 2008. Les ventes de bicyclettes par le Groupe de Sports Cyclistes aux concessionnaires indépendants de bicyclettes (CIB) et aux consommateurs d'articles de sport ont également ralenti, alors que les consommateurs ont acheté moins de produits haut de gamme auprès de la Société ou ont privilégié des articles meilleur marché. La Société estime que les mauvaises conditions climatiques qui ont prévalu pratiquement partout en Amérique du Nord en mai et en juin ont nui aux ventes.

Le bénéfice d'exploitation pour le trimestre a baissé de 1,3 M\$, soit 7,2 %, pour s'établir à 16,0 M\$, comparativement à 17,3 M\$ en 2008. Pour les premiers six mois de l'exercice, le bénéfice d'exploitation est passé de 32,1 M\$ il y a un an à 26,0 M\$, ce qui représente un recul de 6,1 M\$ ou de 19,0 %. Les marges brutes ont diminué de 120 points de base pour le trimestre et de 140 points de base depuis le début de l'exercice, principalement en raison d'une composition des ventes moins rentable du fait que les consommateurs se sont tournés vers des produits de gamme inférieure. Les marges brutes pour le trimestre ont aussi subi les répercussions négatives des fluctuations des taux de change, y compris une perte de 1,1 M\$ découlant de l'évaluation à la valeur de marché des contrats de change. Les frais de vente, généraux et administratifs pour le trimestre n'ont pratiquement pas changé par rapport à l'exercice précédent, se situant à 27,0 M\$, ou 13,6 % du chiffre d'affaires. Pour la période de six mois terminée le 30 juin, ces frais sont passés de 45,4 M\$ à 52,8 M\$, et cette augmentation de 7,4 M\$ est en grande partie attribuable aux frais liés aux nouvelles acquisitions et aux fluctuations des taux de change pour les secteurs d'activité de la division en dehors des États-Unis ainsi qu'à la hausse des charges rattachée au fait que la Société a poursuivi ses investissements dans l'infrastructure de la division et l'innovation de ses produits. Il est à noter que les frais liés à la restructuration de la division annoncée précédemment et réalisée durant le trimestre se sont élevés, au total, à environ 0,3 M\$.

## Mobilier de maison

Charges exprimées en pourcentage du chiffre d'affaires	Deuxièmes trimestres terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2009	2008	2009	2008
Chiffre d'affaires	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Coût des produits vendus	83,9 %	87,7 %	85,8 %	88,4 %
Marge brute	16,1 %	12,3 %	14,2 %	11,6 %
Frais de vente, généraux et administratifs	8,0 %	8,0 %	7,7 %	8,4 %
Amortissements	0,3 %	0,5 %	0,3 %	0,5 %
Frais de recherche et développement	0,6 %	0,7 %	0,6 %	0,7 %
Bénéfice d'exploitation	7,2 %	3,1 %	5,6 %	2,0 %

Pour le trimestre, le chiffre d'affaires de la division Mobilier de maison a reculé de 7,8 %, passant de 116,4 M\$ il y a un an à 107,4 M\$. Pour la première moitié de l'exercice, le chiffre d'affaires a diminué, passant de 223,3 M\$ au dernier exercice à 217,2 M\$, ce qui représente un recul de 2,7 %. Toutes les unités d'exploitation de la division ont affiché des ventes égales ou inférieures à celles du dernier exercice. Malgré le fléchissement des ventes, le bénéfice pour le trimestre a plus que doublé pour s'établir à 7,7 M\$, une augmentation par rapport aux 3,6 M\$ du dernier exercice, tandis que le bénéfice depuis le début de l'exercice s'est accru pour passer de 4,5 M\$ à 12,1 M\$, ce qui représente une hausse de 169 %. L'augmentation du bénéfice est attribuable à Ameriwood, laquelle a continué d'enregistrer des ventes robustes et un bénéfice solide pour les meubles fabriqués localement, ce qui a permis aux usines de fonctionner de manière plus efficace et, par conséquent, de réaliser des gains. Le bénéfice a par ailleurs été favorisé par le taux de change plus favorable du dollar canadien par rapport au dollar américain, car deux des principales usines de la division sont situées au Canada et vendent la majorité de leurs produits à des consommateurs américains. Le coût des produits vendus pour 2009 tient compte des gains de 1,1 M\$ découlant de l'évaluation à la valeur de marché des contrats de change au deuxième trimestre et de 2,2 M\$ depuis le début de l'exercice.

Pour pratiquement les mêmes raisons que la progression du bénéfice, les marges brutes se sont également améliorées au cours du deuxième trimestre de 2009 pour s'établir à 16,1 %, ce qui représente une augmentation de 380 points de base, par rapport aux marges brutes de 12,3 % réalisées lors de l'exercice précédent. Les frais de vente, généraux et administratifs ont diminué pour le trimestre et depuis le début de l'exercice comparativement à l'an dernier en raison des mesures prises pour réduire les coûts dans le but de simplifier les activités de la division.

## LIQUIDITÉS ET FONDS PROPRES

### Bilan

À la fin de l'exercice 2008, la Société avait enregistré une hausse importante de ses niveaux de stocks puisque les détaillants essayaient de réduire leurs stocks. Par conséquent, les ventes au quatrième trimestre de l'exercice précédent étaient inférieures aux prévisions et les niveaux des stocks avaient augmenté. Comme prévu, les stocks ont diminué au premier trimestre de 2009, passant de 509,5 M\$ au 30 décembre 2008 à 419,7 M\$ au 31 mars, car les détaillants ont commencé à se réapprovisionner. Les niveaux de stocks au 30 juin 2009 sont similaires à ceux du premier trimestre, à 423,0 M\$. L'augmentation de la tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an au 30 juin 2009 s'explique par le reclassement, d'un montant de 55,0 M\$, des effets garantis de premier rang série « B » de la Société qui arrivent à échéance en février 2010. Dans le cadre de ce reclassement, ces effets sont comptabilisés dans la dette à court terme plutôt que dans la dette à long terme.

Le tableau suivant présente certains des ratios de fonds de roulement de la Société :

	Au :	
	30 juin 2009	30 déc. 2008
Ratio de liquidité relative	0,91	0,78
Ratio du fonds de roulement	2,01	2,15
Nbre de jours nécessaires au recouvrement des débiteurs	65	55
Nbre de jours nécessaires au renouvellement des stocks	95	107

L'augmentation du nombre de jours nécessaires au recouvrement des débiteurs et la diminution du nombre de jours nécessaires au renouvellement des stocks découlent de la conversion des stocks en débiteurs à mesure que la Société réduisait ses stocks, qui étaient élevés à la fin de l'exercice précédent. Ce phénomène explique également l'amélioration du ratio de liquidité relative au 30 juin 2009. À cette date, Dorel respectait toutes les clauses restrictives de ses emprunts et prévoit continuer à les respecter à l'avenir. La Société analyse continuellement sa stratégie de gestion de trésorerie et de financement afin d'optimiser l'utilisation des fonds et de minimiser ses coûts d'emprunt.

### Flux de trésorerie

Au cours du premier semestre de 2009, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, avant les variations des soldes hors trésorerie liés à l'exploitation, se sont élevés à 71,5 M\$, comparativement à 92,2 M\$ en 2008. Cependant, les variations sur douze mois des soldes du fonds de roulement correspondent à une source supplémentaire de fonds de l'ordre de 31,9 M\$. Après les variations des soldes hors trésorerie liés à l'exploitation, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation se sont établis à 75,0 M\$, comparativement à 63,9 M\$ en 2008. En 2009, les stocks ont diminué par rapport au niveau de clôture de l'exercice précédent, car les stocks excédentaires en magasin ont été vendus aux consommateurs. Par conséquent, le fonds de roulement s'est déplacé des stocks vers les débiteurs.

En 2009, 8,4 M\$ ont été versés en dividendes, un montant correspondant à celui de l'exercice précédent. Au cours des six premiers mois de 2009, la Société a affecté 3,5 M\$ au rachat de ses propres actions en vertu de son offre de rachat. Les activités d'investissement en 2009 comprennent un versement de 5,4 M\$ pour les acquisitions effectuées au cours de l'exercice ainsi qu'un versement de 1,1 M\$ sur le solde du prix de vente relativement à l'acquisition de PTI en 2008. En 2009, exception faite des déboursements liés aux acquisitions, la Société a consacré 17,2 M\$ à des acquisitions d'immobilisations, qui comprennent des immobilisations corporelles et des actifs incorporels, soit une diminution par rapport à 22,2 M\$ en 2008. Cette baisse des dépenses s'explique par les efforts concertés visant à limiter les dépenses en immobilisations aux projets jugés les plus importants pour poursuivre la croissance de la Société et développer de nouveaux produits. Par conséquent, la dette nette de la Société, c'est-à-dire la dette à long terme et les emprunts bancaires, moins l'encaisse, s'est allégée de 38,8 M\$ par rapport à la fin de l'exercice 2008.

### Nouvelles normes comptables

#### *Stocks*

Au cours du premier trimestre de 2009, la Société a adopté le chapitre 3031, *Stocks*, du Manuel de l'ICCA, qui remplace le chapitre 3030, *Stocks*, et harmonise les normes canadiennes relatives aux stocks avec les Normes internationales d'information financière (IFRS). Ce chapitre prévoit des changements au niveau de l'évaluation des stocks et donne des directives plus exhaustives quant à la détermination du coût, y compris la répartition des frais généraux de fabrication et autres coûts liés aux stocks; il interdit l'utilisation de la méthode du dernier entré, premier sorti (DEPS); il exige la reprise des dépréciations antérieures lorsqu'il y a une augmentation ultérieure de la valeur des stocks; et il accroît les exigences en matière d'information à fournir à l'égard des stocks et du coût des produits vendus dans le but d'accroître la transparence. Ce chapitre s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008.

Compte tenu des lignes directrices plus restrictives concernant la détermination des coûts, la Société a changé certains éléments de sa politique de répartition des frais généraux, pour que certains frais généraux soient passés en charges. Conformément au chapitre 3031, la Société a mis en application ces changements de conventions comptables en ajustant le solde d'ouverture des bénéfices non répartis au 31 décembre 2008 (sans retraitement des

chiffres des exercices précédents). En conséquence, à compter de l'ouverture de l'exercice 2009, l'évaluation des stocks en vertu de la nouvelle norme a eu pour effet de réduire la valeur comptable des stocks de 3,5 M\$. Le solde d'ouverture des bénéfices non répartis au début de l'exercice 2009 a été réduit de 2,1 M\$, montant correspondant à la variation des stocks d'ouverture diminuée d'impôts de 1,4 M\$.

Le chapitre 3031 exige que la dotation à l'amortissement relative aux activités de fabrication soit incluse dans le coût des produits vendus. En conséquence, à compter du premier trimestre de 2009, la dotation à l'amortissement relative aux activités de fabrication a été reclassée dans le coût des produits vendus. Voir la section ci-dessus, Reclassements. Le coût des stocks comptabilisé en charges et compris dans le coût des produits vendus a été de 411,7 M\$ pour le trimestre terminé le 30 juin 2009 et de 788,3 M\$ pour la période de six mois terminée le 30 juin 2009. Au cours du trimestre terminé le 30 juin 2009 et de la période de six mois terminée le 30 juin 2009, la Société a comptabilisé des dépréciations des stocks de 1,8 M\$ et de 5,0 M\$ respectivement (dans le coût des produits vendus) parce que la valeur nette de réalisation était inférieure au coût et il n'y a eu aucune reprise de dépréciations des stocks comptabilisées dans des exercices précédents.

#### *Écarts d'acquisition et actifs incorporels*

Au cours du premier trimestre de 2009, la Société a adopté le chapitre 3064, *Écarts d'acquisition et actifs incorporels*, qui remplace le chapitre 3062, *Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels*, et le chapitre 3450, *Frais de recherche et de développement*. La norme fournit des lignes directrices sur la comptabilisation des actifs incorporels en accord avec la définition d'un actif et les critères de comptabilisation d'un actif, en plus de préciser la notion de rattachement des charges aux produits, que les actifs aient été acquis séparément ou générés en interne. Cette norme s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2008.

La Société a évalué le nouveau chapitre et déterminé que son adoption n'avait aucune incidence sur les états financiers à l'exception du fait que les frais de développement reportés sont présentés dans les actifs incorporels plutôt que dans les autres actifs. En conséquence, des frais de développement reportés de 26,9 M \$ au 30 décembre 2008 ont été reclassés des autres actifs aux actifs incorporels.

#### *Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers*

Le 20 janvier 2009, le Comité sur les problèmes nouveaux (CPN) a publié le CPN-173, *Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers*, qui exige que la juste valeur des instruments financiers, y compris les instruments financiers dérivés, tienne compte des risques de crédit des contreparties pour les actifs et du risque de crédit de la Société pour les passifs. Le CPN-173 doit être appliqué rétrospectivement sans retraitement des chiffres des exercices précédents à tous les actifs et les passifs financiers évalués à la juste valeur dans les états financiers intermédiaires et annuels des exercices clos à compter du 20 janvier 2009. L'application du CPN-173 a débuté pour la Société dans le premier trimestre de 2009 et n'a pas eu d'incidence significative sur les résultats financiers de la Société.

#### *Normes générales de présentation des états financiers*

En juin 2007, l'ICCA a modifié le chapitre 1400, *Normes générales de présentation des états financiers*, qui s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008, et exige que soit évaluée la capacité de la Société de poursuivre son exploitation et que des informations soient fournies à ce sujet. L'adoption du chapitre modifié n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Société.

#### Modifications comptables futures

##### *Normes internationales d'information financière*

Le Conseil des normes comptables du Canada («CNC») a annoncé que les normes comptables au Canada seront alignées sur les IFRS. La date de basculement des PCGR canadiens actuels aux IFRS a été fixée au 1<sup>er</sup> janvier 2011. Les IFRS utilisent un cadre conceptuel semblable à celui que constituent les PCGR canadiens, mais des différences significatives en matière de comptabilisation, d'évaluation et d'informations à fournir doivent être prises en compte. Dans la période devant conduire au basculement, le CNC prévoit continuer de publier des normes comptables qui sont en convergence avec les IFRS, ce qui atténuera l'incidence de l'adoption des IFRS à la date du basculement. En conséquence, la Société travaille en ce moment à l'élaboration de son plan de conversion détaillé aux IFRS et évalue

l'incidence que ces nouvelles normes auront sur ses états financiers consolidés. La Société procède en outre à la détermination des différences significatives entre les IFRS et ses méthodes comptables actuelles, et à une évaluation de l'impact potentiel qu'elles auront sur ses pratiques commerciales, ses systèmes, ses contrôles et ses procédures concernant l'information publiée, et les contrôles internes sur l'information financière.

La Société a désigné un gestionnaire de projet qui assurera la direction du basculement vers les IFRS. Des membres de l'équipe des finances travaillent en étroite collaboration avec la direction générale dans divers secteurs de l'entreprise pour assurer que les conséquences du basculement dans l'ensemble de l'entreprise sont gérées de façon rapide et efficiente. Des ressources additionnelles nécessaires seront affectées et de la formation sera donnée pour assurer un basculement aux IFRS en temps opportun.

### *Regroupements d'entreprises*

Le Conseil des normes comptables du Canada («CNC») a annoncé que les normes comptables au Canada seront alignées sur les IFRS. La date de basculement des PCGR canadiens actuels aux IFRS a été fixée au 1<sup>er</sup> janvier 2011. Les IFRS utilisent un cadre conceptuel semblable à celui que constituent les PCGR canadiens, mais des différences significatives en matière de comptabilisation, d'évaluation et d'informations à fournir doivent être prises en compte. Dans la période devant conduire au basculement, le CNC prévoit continuer de publier des normes comptables qui sont en convergence avec les IFRS, ce qui atténuera l'incidence de l'adoption des IFRS à la date du basculement. En conséquence, la Société travaille en ce moment à l'élaboration de son plan de conversion détaillé aux IFRS et évalue l'incidence que ces nouvelles normes auront sur ses états financiers consolidés. La Société procède en outre à la détermination des différences significatives entre les IFRS et ses méthodes comptables actuelles, et à une évaluation de l'impact potentiel qu'elles auront sur ses pratiques commerciales, ses systèmes, ses contrôles et ses procédures concernant l'information publiée, et les contrôles internes sur l'information financière.

La Société a désigné un gestionnaire de projet qui assurera la direction du basculement vers les IFRS. Des membres de l'équipe des finances travaillent en étroite collaboration avec la direction générale dans divers secteurs de l'entreprise pour assurer que les conséquences du basculement dans l'ensemble de l'entreprise sont gérées de façon rapide et efficiente. Des ressources additionnelles nécessaires seront affectées et de la formation sera donnée pour assurer un basculement aux IFRS en temps opportun.

### *États financiers consolidés et participation sans contrôle*

En janvier 2009, l'ICCA a publié le chapitre 1601, *États financiers consolidés*, et le chapitre 1602, *Participations ne donnant pas le contrôle*, qui remplacent le chapitre 1600, *États financiers consolidés*. Le chapitre 1601 définit des normes pour l'établissement des états financiers consolidés. Le chapitre 1602 définit des normes pour la comptabilisation des participations ne donnant pas le contrôle dans les états financiers consolidés de la société mère, après un regroupement d'entreprises. Le chapitre 1602 équivaut aux dispositions correspondantes de l'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*. Ces chapitres s'appliquent aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, et devraient être adoptés en même temps que le chapitre 1582. La Société étudie en ce moment l'incidence future de ces nouveaux chapitres sur ses états financiers consolidés.

## **AUTRES RENSEIGNEMENTS**

La désignation, le nombre et le montant de chaque catégorie et de chaque série d'actions de la Société en circulation en date du 31 juillet 2009 sont les suivants :

- Un nombre illimité d'actions à vote plural de catégorie « A » sans valeur nominale ou au pair, convertibles en tout temps au gré du détenteur en actions à droit de vote subalterne de catégorie « B », à raison d'une action pour chaque action convertie, et;
- Un nombre illimité d'actions à droit de vote subalterne de catégorie « B » sans valeur nominale ou au pair, convertibles en actions à vote plural de catégorie « A », dans certaines circonstances, si une offre est faite en vue de l'achat des actions de catégorie « A ».

Les détails des actions émises et en circulation sont les suivants :

Catégorie A		Catégorie B		Total
Nombre	(000 \$)	Nombre	(000 \$)	(000 \$)
4 229 710	1 793 \$	28 964 042	174 374 \$	176 167 \$

Dans le cadre de son offre de rachat, et au cours de la période de six mois terminée le 30 juin 2009, la Société a racheté, au total, 178 440 actions de catégorie B à droit de vote subalterne en contrepartie d'une somme en espèces de 3,5 M\$. L'excédent du prix de rachat des actions par rapport à leur valeur comptable a été comptabilisé dans le bénéfice non réparti au titre du prix d'option de rachat d'actions. Les informations relatives aux options d'achat d'actions et unités d'actions à achat différé en circulation sont divulguées à la note 6 des états financiers. Ces montants n'ont subi aucun changement important au cours de la période comprise entre la fin du trimestre et la date de préparation de cette analyse.

### Informations prospectives

Certaines déclarations contenues dans cette analyse peuvent constituer des déclarations prospectives (forward looking statement) au sens de la Private Securities Litigation Reform Act of 1995 des États-Unis. En règle générale, les énoncés prospectifs peuvent être identifiés par l'utilisation de termes de nature prospective tels que « pourrait », « fera », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « estimer », « prévoir », « planifier », « entrevoir », « croire » ou « continuer » ou la tournure négative de ces termes, ou encore les variantes de ceux-ci ou d'autres termes similaires. Nous vous invitons à consulter les documents que la Société a déposés auprès des autorités canadiennes en valeurs mobilières pour connaître les facteurs susceptibles d'affecter les résultats futurs de la Société.

Les lecteurs sont avisés, par conséquent, de ne pas se fier outre mesure aux déclarations prospectives, car rien ne garantit que les plans, les intentions ou les prévisions sur lesquels elles se fondent se concrétiseront. Par essence, les déclarations prospectives comportent de nombreuses hypothèses, ainsi que des risques et incertitudes, connus et inconnus, de nature générale et particulière, qui accroissent la possibilité que les prédictions, prévisions, projections et autres déclarations de nature prospectives ne se réalisent pas. Ceci pourrait faire en sorte que le rendement et les résultats réels de la Société au cours de périodes futures soient considérablement différents du rendement ou des résultats futurs estimés ou projetés dont il est question, de façon explicite ou implicite, dans ces énoncés prospectifs.

Bien que nous soyons d'avis que les attentes exprimées dans ces déclarations prospectives sont raisonnables, rien ne garantit qu'elles s'avéreront exactes. Les déclarations prospectives décrites aux présentes reflètent les attentes de la Société à la date de cette analyse et pourraient subir des modifications après cette date. À moins qu'elle n'y soit tenue selon les lois sur les valeurs mobilières applicables, la Société nie expressément toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser toute déclaration prospective, que ce soit à la suite de l'obtention de nouvelles informations, d'événements futurs ou pour tout autre motif. Les déclarations prospectives figurant dans le présent rapport sont expressément visées par cette mise en garde.

# BILANS CONSOLIDÉS

EN MILLIERS DE DOLLARS US

	Au 30 juin 2009 (non vérifié)	Au 30 décembre 2008 (vérifié)
<b>ACTIF</b>		
<b>ACTIF À COURT TERME</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 11)	43 713 \$	16 966 \$
Débiteurs	374 718	316 267
Impôts sur les bénéfices à recouvrer	16 134	19 798
Stocks	423 015	509 467
Frais payés d'avance	20 293	16 236
Impôts futurs	43 823	37 342
	921 696	916 076
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	152 497	158 895
ACTIFS INCORPORELS (note 1)	396 541	395 742
ÉCARTS D'ACQUISITION (note 12)	544 058	540 187
AUTRES ACTIFS (notes 1 et 4)	14 230	19 573
	2 029 022 \$	2 030 473 \$
<b>PASSIF</b>		
<b>PASSIF À COURT TERME</b>		
Dette bancaire	10 342 \$	4 398 \$
Créditeurs et charges à payer (note 4)	351 866	380 915
Impôts sur les bénéfices à payer	33 165	30 164
Impôts futurs	-	2 713
Fraction à court terme de la dette à long terme	63 892	8 879
	459 265	427 069
DETTE À LONG TERME	377 696	450 704
OBLIGATIONS AU TITRE DES PRESTATIONS DE RETRAITE ET DES AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE	20 018	20 072
IMPÔTS FUTURS	109 555	111 874
AUTRES PASSIFS À LONG TERME	6 000	6 010
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
CAPITAL-ACTIONS (note 5)	176 348	177 422
SURPLUS D'APPORT (note 6)	17 929	16 070
BÉNÉFICES NON RÉPARTIS	778 036	738 113
CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU (note 8)	84 175	83 139
	862 211	821 252
	1 056 488	1 014 744
	2 029 022 \$	2 030 473 \$

(Voir les notes ci-jointes)

# ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS

EN MILLIERS DE DOLLARS US, SAUF LES MONTANTS PAR ACTION

	Deuxièmes trimestres terminés les		Six mois terminés les	
	30 juin 2009	30 juin 2008	30 juin 2009	30 juin 2008
	(non vérifié)	(non vérifié)	(non vérifié)	(non vérifié)
Ventes	547 253 \$	590 742 \$	1 068 668 \$	1 141 775 \$
Droits de licence et commissions	3 870	2 982	7 685	7 983
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>551 123</b>	<b>593 724</b>	<b>1 076 353</b>	<b>1 149 758</b>
<b>CHARGES</b>				
Coût des produits vendus (notes 1, 3 et 10)	430 008	456 279	832 028	875 260
Frais de vente, généraux et administratifs	77 953	81 604	155 177	162 033
Amortissements (notes 1 et 10)	6 311	7 275	11 990	13 293
Frais de recherche et de développement	2 573	2 508	5 048	5 221
Frais de restructuration (note 3)	70	802	72	1 625
Intérêts sur dette à long terme	4 092	5 332	8 151	10 037
Autres intérêts	313	619	506	522
	<b>521 320</b>	<b>554 419</b>	<b>1 012 972</b>	<b>1 067 991</b>
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	29 803	39 305	63 381	81 767
Impôts sur les bénéfices	5 039	7 958	10 588	15 287
<b>BÉNÉFICE NET</b>	<b>24 764 \$</b>	<b>31 347 \$</b>	<b>52 793 \$</b>	<b>66 480 \$</b>
<b>BÉNÉFICE PAR ACTION</b>				
De base	0,74 \$	0,94 \$	1,58 \$	1,99 \$
Dilué	0,74 \$	0,94 \$	1,58 \$	1,99 \$
<b>ACTIONS EN CIRCULATION (note 7)</b>				
Nombre de base – moyenne pondérée	33 312 383	33 397 192	33 356 817	33 397 192
Nombre dilué – moyenne pondérée	33 388,415	33 397 745	33 384 027	33 397 717

(Voir les notes ci-jointes)

# ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT ÉTENDU

EN MILLIERS DE DOLLARS US

	Deuxièmes trimestres terminés les		Six mois terminés les	
	30 juin 2009	30 juin 2008	30 juin 2009	30 juin 2008
	(non vérifié)	(non vérifié)	(non vérifié)	(non vérifié)
BÉNÉFICE NET	24 764 \$	31 347 \$	52 793 \$	66 480 \$
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU :				
<u>Écart de conversion cumulé :</u>				
Variation nette des gains (pertes) de change non réalisé(e)s sur la conversion des investissements nets dans des établissements étrangers autonomes, déduction faite d'impôts de 0 \$	27 786	(1 842)	658	28 221
Fraction portée dans le résultat net par suite de réductions des investissements nets dans des établissements étrangers autonomes, déduction faite d'impôts de 0 \$	—	(384)	—	(384)
	27 786	(2 226)	658	27 837
<u>Variations nettes des couvertures de flux de trésorerie :</u>				
Variation nette des gains (pertes) non réalisé(e)s sur dérivés désignés comme des couvertures de flux de trésorerie	1 372	—	841	—
Reclassement en résultat net	221	—	221	—
Impôts futurs	(1 026)	—	(684)	—
	567	—	378	—
TOTAL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU	28 353	(2 226)	1 036	27 837
TOTAL DU RÉSULTAT ÉTENDU	53 117 \$	29 121 \$	53 829 \$	94 317 \$

(Voir les notes ci-jointes)

# ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

EN MILLIERS DE DOLLARS US

	Six mois terminés les	
	30 juin 2009 (non vérifié)	30 juin 2008 (non vérifié)
<b>CAPITAL-ACTIONS (note 5)</b>		
Solde au début de la période	177 422 \$	177 271 \$
Rachat et annulation d'actions	(1 074)	-
Solde à la fin de la période	176 348	177 271
<b>SURPLUS D'APPORT</b>		
Solde au début de la période	16 070	11 623
Rémunérations à base d'actions (note 6)	1 859	2 630
Solde à la fin de la période	17 929	14 253
<b>BÉNÉFICES NON RÉPARTIS</b>		
Solde au début de la période	738 113	641 981
Bénéfice net	52 793	66 480
Ajustement du solde d'ouverture des bénéfices non répartis résultant de l'adoption d'une nouvelle norme comptable relative aux stocks, déduction faite d'impôts de 1 415 \$ (note 1)	(2 096)	-
Prime payée sur rachat d'actions (note 5)	(2 401)	-
Dividendes sur actions ordinaires	(8 360)	(8 358)
Dividendes sur unités d'actions à achat différé	(13)	(7)
Solde à la fin de la période	778 036	700 096
<b>CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU (note 8)</b>		
Solde au début de la période	83 139	106 871
Total des autres éléments du résultat étendu	1 036	27 837
Solde à la fin de la période	84 175	134 708
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES</b>	<b>1 056 488 \$</b>	<b>1 026 328 \$</b>

(Voir les notes ci-jointes)

# ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

EN MILLIERS DE DOLLARS US

	Deuxièmes trimestres terminés les		Six mois terminés les	
	30 juin 2009	30 juin 2008	30 juin 2009	30 juin 2008
	(non vérifié)	(non vérifié)	(non vérifié)	(non vérifié)
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX :</b>				
<b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>				
Bénéfice net	24 764 \$	31 347 \$	52 793 \$	66 480 \$
Éléments sans effet sur la trésorerie :				
Amortissements (note 10)	11 371	12 704	21 839	23 790
Amortissement des frais de financement reportés	56	47	106	106
Impôts futurs	(4 566)	4 331	(6 591)	660
Rémunérations à base d'actions (note 6)	852	1 149	1 458	2 630
Régimes de retraite et d'avantages complémentaires de retraite à prestations déterminées	910	789	1 596	820
Activités de restructuration (note 3)	(26)	(1 193)	(113)	(1 877)
Gain de change résultant de la réduction des investissements nets dans des établissements étrangers	–	(384)	–	(384)
Perte sur cession d'immobilisations corporelles	403	4	409	24
	33 764	48 794	71 497	92 249
Variations nettes des soldes hors trésorerie liés à l'exploitation (note 11)	43 296	4 700	3 484	(28 377)
<b>RENTRÉES NETTES LIÉES AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>	<b>77 060</b>	<b>53 494</b>	<b>74 981</b>	<b>63 872</b>
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>				
Dette bancaire	1 434	4 941	5 218	3 931
Augmentation de la dette à long terme	–	5 782	–	257 957
Versements sur la dette à long terme	(42 091)	(6 400)	(18 263)	(61 556)
Rachat d'actions (note 5)	(3 433)	–	(3 475)	–
Dividendes sur actions ordinaires	(4 161)	(4 179)	(8 360)	(8 358)
<b>(SORTIES) RENTRÉES NETTES LIÉES AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>	<b>(48 251)</b>	<b>144</b>	<b>(24,880)</b>	<b>191 974</b>
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>				
Acquisition de filiales (notes 2 et 11)	4	(31 270)	(6,484)	(218 082)
Entrées d'immobilisations corporelles – nettes	(5 519)	(6 543)	(6,860)	(11 824)
Actifs incorporels	(5 538)	(5 743)	(10,379)	(10 377)
<b>SORTIES NETTES LIÉES AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>	<b>(11 053)</b>	<b>(43 556)</b>	<b>(23 723)</b>	<b>(240 283)</b>
Effet des variations des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	3 467	(826)	369	758
<b>AUGMENTATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE</b>	<b>21 223</b>	<b>9 256</b>	<b>26 747</b>	<b>16 321</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période</b>	<b>22,490</b>	<b>29 578</b>	<b>16 966</b>	<b>22 513</b>
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE LA PÉRIODE</b>	<b>43 713 \$</b>	<b>38 834 \$</b>	<b>43 713 \$</b>	<b>38 834 \$</b>

(Voir les notes ci-jointes)

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Périodes terminées les 30 juin 2009 et 2008  
en milliers de dollars US sauf les montants par action (non vérifié)

## 1. Principales conventions comptables

### Présentation

Ces états financiers consolidés intermédiaires ont été établis conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR), le dollar des États-Unis servant de monnaie de présentation. Le dollar des États-Unis est la monnaie fonctionnelle de la société mère canadienne, Les Industries Dorel Inc. (« Dorel » ou la « Société »). Ils respectent le mode de présentation des plus récents états financiers vérifiés de la Société, à l'exception des changements de méthodes comptables décrits ci-dessous. Ils n'incluent pas toutes les informations ni toutes les notes qui sont requises en vertu des PCGR pour les états financiers annuels et ils devraient, par conséquent, être lus conjointement avec les états financiers consolidés vérifiés et les notes afférentes à ces états financiers consolidés vérifiés de la Société pour l'exercice terminé le 30 décembre 2008.

Les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires ne reflètent pas nécessairement les résultats d'exploitation de l'ensemble de l'exercice. Dorel estime que ses résultats trimestriels ne sont pas soumis à des variations saisonnières significatives, même s'il pouvait arriver que l'un ou l'autre de ses secteurs d'activité le soit.

### Reclassements

À compter de janvier 2009, la Société a reclassé certains chiffres entre ses divisions. Ces changements, fondés principalement sur la nature des produits et la clientèle desservie, ont été faits dans le but de mieux rendre compte de la façon dont les résultats des divisions sont communiqués à l'interne. De plus, en vertu des exigences de présentation du chapitre 3031, *Stocks*, du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA), qui est entré en vigueur au cours du premier trimestre de 2009, la dotation à l'amortissement liée aux activités de fabrication est comprise dans le coût des produits vendus. Afin de pouvoir mieux comparer les données financières d'un exercice à l'autre, les montants comparatifs de l'exercice précédent ont été reclassés comme suit.

Deuxième trimestre terminé le 30 juin 2008					
	Total	Produits de puériculture	Produits récréatifs	Mobilier de maison	Éliminations
Ventes à des clients	– \$	(9 283) \$	3 358 \$	5 925 \$	– \$
Ventes intersectorielles	–	–	(1 728)	(2 084)	3 812
Total des produits	–	(9 283)	1 630	3 841	3 812
Coût des produits vendus	5 429	(5 278)	2 176	4 719	3 812
Frais de vente, généraux et administratifs	1 116	(46)	533	629	–
Amortissements	(5 429)	(3 685)	(645)	(1 099)	–
Frais de recherche et de développement	–	–	–	–	–
Frais de restructuration	–	–	–	–	–
Bénéfice d'exploitation	(1 116)	(274) \$	(434) \$	(408) \$	– \$
Intérêts	–				
Charges du siège social	(1 116)				
Impôts sur les bénéfices	–				
Bénéfice net	– \$				

## 1. Principales conventions comptables (suite)

Six mois terminés le 30 juin 2008					
	Total	Produits de puériculture	Produits récréatifs	Mobilier de maison	Éliminations
Ventes à des clients	– \$	(18 178) \$	7 673 \$	10 505 \$	– \$
Ventes intersectorielles	–	–	(4 445)	(4 395)	8 840
Total des produits	–	(18 178)	3 228	6 110	8 840
Coût des produits vendus	10 497	(10 212)	3 902	7 967	8 840
Frais de vente, généraux et administratifs	2 358	87	952	1 319	–
Amortissements	(10 497)	(7 282)	(1 093)	(2 122)	–
Frais de recherche et de développement	–	–	–	–	–
Frais de restructuration	–	–	–	–	–
Bénéfice d'exploitation	(2 358)	(771) \$	(533) \$	(1 054) \$	– \$
Intérêts	–				
Charges du siège social	(2 358)				
Impôts sur les bénéfices	–				
Bénéfice net	– \$				

Les chiffres sectoriels sont présentés à la note 12 des présents états financiers intermédiaires.

### Nouvelles normes comptables

#### *Stocks*

Au cours du premier trimestre de 2009, la Société a adopté le chapitre 3031, *Stocks*, du Manuel de l'ICCA, qui remplace le chapitre 3030, *Stocks*, et harmonise les normes canadiennes relatives aux stocks avec les Normes internationales d'information financière (IFRS). Ce chapitre prévoit des changements au niveau de l'évaluation des stocks et donne des directives plus exhaustives quant à la détermination du coût, y compris la répartition des frais généraux de fabrication et autres coûts liés aux stocks; il interdit l'utilisation de la méthode du dernier entré, premier sorti (DEPS); il exige la reprise des dépréciations antérieures lorsqu'il y a une augmentation ultérieure de la valeur des stocks; et il accroît les exigences en matière d'information à fournir à l'égard des stocks et du coût des produits vendus dans le but d'accroître la transparence. Ce chapitre s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008.

Compte tenu des lignes directrices plus restrictives concernant la détermination des coûts, la Société a changé certains éléments de sa politique de répartition des frais généraux, pour que certains frais généraux soient passés en charges. Conformément au chapitre 3031, la Société a mis en application ces changements de conventions comptables en ajustant le solde d'ouverture des bénéfices non répartis au 31 décembre 2008 (sans retraitement des chiffres des exercices précédents). En conséquence, à compter de l'ouverture de l'exercice 2009, l'évaluation des stocks en vertu de la nouvelle norme a eu pour effet de réduire la valeur comptable des stocks de 3 511 \$. Le solde d'ouverture des bénéfices non répartis au début de l'exercice 2009 a été réduit de 2 096 \$, montant correspondant à la variation des stocks d'ouverture diminuée d'impôts de 1 415 \$.

Le chapitre 3031 exige que la dotation à l'amortissement relative aux activités de fabrication soit incluse dans le coût des produits vendus. En conséquence, à compter du premier trimestre de 2009, la dotation à l'amortissement relative aux activités de fabrication a été reclassée dans le coût des produits vendus. Voir la section ci-dessus, Reclassements. Le coût des stocks comptabilisé en charges et compris dans le coût des produits vendus a été de 411 693 \$ pour le trimestre terminé le 30 juin 2009 et de 788 330 \$ pour la période de six mois terminée le 30 juin 2009. Au cours du trimestre terminé le 30 juin 2009 et de la période de six mois terminée le 30 juin 2009, la Société a comptabilisé des dépréciations des stocks de 1 843 \$ et de 5 038 \$ respectivement (dans le coût des produits vendus) parce que la valeur nette de réalisation était inférieure au coût et il n'y a eu aucune reprise de dépréciations des stocks comptabilisées dans des exercices précédents.

## 1. Principales conventions comptables (suite)

### Nouvelles normes comptables (suite)

#### *Écarts d'acquisition et actifs incorporels*

Au cours du premier trimestre de 2009, la Société a adopté le chapitre 3064, *Écarts d'acquisition et actifs incorporels*, qui remplace le chapitre 3062, *Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels*, et le chapitre 3450, *Frais de recherche et de développement*. La norme fournit des lignes directrices sur la comptabilisation des actifs incorporels en accord avec la définition d'un actif et les critères de comptabilisation d'un actif, en plus de préciser la notion de rattachement des charges aux produits, que les actifs aient été acquis séparément ou générés en interne. Cette norme s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2008.

La Société a évalué le nouveau chapitre et déterminé que son adoption n'avait aucune incidence sur les états financiers à l'exception du fait que les frais de développement reportés sont présentés dans les actifs incorporels plutôt que dans les autres actifs. En conséquence, des frais de développement reportés de 26 895 \$ au 30 décembre 2008 ont été reclassés des autres actifs aux actifs incorporels.

#### *Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers*

Le 20 janvier 2009, le Comité sur les problèmes nouveaux (CPN) a publié le CPN-173, *Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers*, qui exige que la juste valeur des instruments financiers, y compris les instruments financiers dérivés, tienne compte des risques de crédit des contreparties pour les actifs et du risque de crédit de la Société pour les passifs. Le CPN-173 doit être appliqué rétrospectivement sans retraitement des chiffres des exercices précédents à tous les actifs et les passifs financiers évalués à la juste valeur dans les états financiers intermédiaires et annuels des exercices clos à compter du 20 janvier 2009. L'application du CPN-173 a débuté pour la Société dans le premier trimestre de 2009 et n'a pas eu d'incidence significative sur les résultats financiers de la Société.

#### *Normes générales de présentation des états financiers*

En juin 2007, l'ICCA a modifié le chapitre 1400, *Normes générales de présentation des états financiers*, qui s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008, et exige que soit évaluée la capacité de la Société de poursuivre son exploitation et que des informations soient fournies à ce sujet. L'adoption du chapitre modifié n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Société.

### Changements comptables futurs

#### *Normes internationales d'information financière (IFRS)*

Le Conseil des normes comptables du Canada («CNC») a annoncé que les normes comptables au Canada seront alignées sur les IFRS. La date de basculement des PCGR canadiens actuels aux IFRS a été fixée au 1<sup>er</sup> janvier 2011. Les IFRS utilisent un cadre conceptuel semblable à celui que constituent les PCGR canadiens, mais des différences significatives en matière de comptabilisation, d'évaluation et d'informations à fournir doivent être prises en compte. Dans la période devant conduire au basculement, le CNC prévoit continuer de publier des normes comptables qui sont en convergence avec les IFRS, ce qui atténuera l'incidence de l'adoption des IFRS à la date du basculement. En conséquence, la Société travaille en ce moment à l'élaboration de son plan de conversion détaillé aux IFRS et évalue l'incidence que ces nouvelles normes auront sur ses états financiers consolidés. La Société procède en outre à la détermination des différences significatives entre les IFRS et ses méthodes comptables actuelles, et à une évaluation de l'impact potentiel qu'elles auront sur ses pratiques commerciales, ses systèmes, ses contrôles et ses procédures concernant l'information publiée, et les contrôles internes sur l'information financière.

La Société a désigné un gestionnaire de projet qui assurera la direction du basculement vers les IFRS. Des membres de l'équipe des finances travaillent en étroite collaboration avec la direction générale dans divers secteurs de l'entreprise pour assurer que les conséquences du basculement dans l'ensemble de l'entreprise sont gérées de façon rapide et efficiente. Des ressources additionnelles nécessaires seront affectées et de la formation sera donnée pour assurer un basculement aux IFRS en temps opportun.

## 1. Principales conventions comptables (suite)

### Nouvelles normes comptables (suite)

#### *Regroupements d'entreprises*

Le Conseil des normes comptables du Canada («CNC») a annoncé que les normes comptables au Canada seront alignées sur les IFRS. La date de basculement des PCGR canadiens actuels aux IFRS a été fixée au 1<sup>er</sup> janvier 2011. Les IFRS utilisent un cadre conceptuel semblable à celui que constituent les PCGR canadiens, mais des différences significatives en matière de comptabilisation, d'évaluation et d'informations à fournir doivent être prises en compte. Dans la période devant conduire au basculement, le CNC prévoit continuer de publier des normes comptables qui sont en convergence avec les IFRS, ce qui atténuera l'incidence de l'adoption des IFRS à la date du basculement. En conséquence, la Société travaille en ce moment à l'élaboration de son plan de conversion détaillé aux IFRS et évalue l'incidence que ces nouvelles normes auront sur ses états financiers consolidés. La Société procède en outre à la détermination des différences significatives entre les IFRS et ses méthodes comptables actuelles, et à une évaluation de l'impact potentiel qu'elles auront sur ses pratiques commerciales, ses systèmes, ses contrôles et ses procédures concernant l'information publiée, et les contrôles internes sur l'information financière.

La Société a désigné un gestionnaire de projet qui assurera la direction du basculement vers les IFRS. Des membres de l'équipe des finances travaillent en étroite collaboration avec la direction générale dans divers secteurs de l'entreprise pour assurer que les conséquences du basculement dans l'ensemble de l'entreprise sont gérées de façon rapide et efficiente. Des ressources additionnelles nécessaires seront affectées et de la formation sera donnée pour assurer un basculement aux IFRS en temps opportun.

#### *États financiers consolidés et participations ne donnant pas le contrôle*

En janvier 2009, l'ICCA a publié le chapitre 1601, *États financiers consolidés*, et le chapitre 1602, *Participations ne donnant pas le contrôle*, qui remplacent le chapitre 1600, *États financiers consolidés*. Le chapitre 1601 définit des normes pour l'établissement des états financiers consolidés. Le chapitre 1602 définit des normes pour la comptabilisation des participations ne donnant pas le contrôle dans les états financiers consolidés de la société mère, après un regroupement d'entreprises. Le chapitre 1602 équivaut aux dispositions correspondantes de l'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*. Ces chapitres s'appliquent aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, et devraient être adoptés en même temps que le chapitre 1582. La Société étudie en ce moment l'incidence future de ces nouveaux chapitres sur ses états financiers consolidés.

## 2. Acquisition d'entreprise

Le 27 janvier 2009, la Société a annoncé qu'elle a acheté toutes les actions en circulation de *BABY ART bvba* située en Belgique. Créée en 2006, *BABY ART bvba* commercialise des produits et accessoires de bébé sous les marques *BABY ART* et *HOPPOP*. Le prix d'acquisition a été de 4 093 euros ou 5 384 \$US. La transaction a été financée au moyen des facilités de crédit existantes de la Société. L'acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition, les résultats d'exploitation de l'entreprise acquise étant compris dans les états financiers consolidés ci-joints depuis la date d'acquisition. La Société procède actuellement à la répartition du coût de cette acquisition entre les actifs nets acquis. Un montant de 5 265 \$ a été provisoirement attribué à l'écart d'acquisition, lequel n'est pas déductible fiscalement. L'écart d'acquisition total est compris dans la division Produits de puériculture de la Société, comme on peut le voir à la note 12.

## 3. Activités de restructuration

Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2009, la Société a comptabilisé des charges totales de 100 \$ (2008 – 1 775 \$) relativement à des activités de restructuration, dont 28 \$ (2008 – 150 \$) ont été inclus dans le coût des produits vendus et 72 \$ (2008 – 1 625 \$) ont été inclus dans les frais de restructuration.

### 3. Activités de restructuration (suite)

#### Division Produits de puériculture

Au quatrième trimestre de 2006, Dorel Europe a entrepris des activités de restructuration qui ont une incidence sur la division Produits de puériculture. D'importants changements opérationnels sont apportés aux installations de production de Telgate, en Italie et de Cholet, en France. Le plan a pour objectif de réduire les frais d'exploitation par le moyen d'un approvisionnement et d'une fabrication stratégiques. On s'attend à ce que ces initiatives de restructuration soient menées à terme d'ici la fin de 2009 et qu'elles entraînent des frais de restructuration cumulés d'environ 13 767 \$. Jusqu'à maintenant, dans le cadre du plan, la Société a comptabilisé une charge cumulée de 13 203 \$, dont 3 411 \$ de charges sans effet sur la trésorerie liées à la réduction de la valeur d'immobilisations et au démarquage de stocks, 10 865 \$ en indemnités de départ et prestations de cessation d'emploi aux salariés et 232 \$ d'autres coûts connexes, déduction faite des gains de compression des régimes de retraite à prestations déterminées de 222 \$, des gains de compression sur passifs liés à la rémunération de 318 \$ et des gains sur la vente de machinerie et d'outillage de 765 \$. De cette charge cumulée de 13 203 \$, une portion de 100 \$ a été comptabilisée au cours du présent exercice, de 860 \$ en 2008, de 8 243 \$ en 2007 et de 4 000 \$ en 2006.

Les coûts suivants, liés aux activités de restructuration, ont été comptabilisés :

	Deuxièmes trimestres terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2009	2008	2009	2008
Indemnités de départ et prestations de cessation d'emploi aux salariés	70 \$	889 \$	72 \$	1 697 \$
Gains sur vente de machinerie et d'outillage	–	(92)	–	(125)
Comptabilisés à titre de frais de restructuration	70	797	72	1 572
Déménagement de stocks et d'outillage et autres charges (dans le coût des produits vendus)	19	90	28	90
Total	89 \$	887 \$	100 \$	1 662 \$

Au 30 juin 2009, la provision connexe au titre du plan de restructuration d'un montant total de 812 \$ correspond à des prestations de cessation d'emploi aux salariés et est comprise dans les charges à payer. Les variations de la provision pour le plan de restructuration de la Société se résument comme suit :

	Solde au 30 décembre 2008	Provision pour 2009	Montant déboursé	Incidence des taux de change	Solde au 30 juin 2009
Indemnités de départ et prestations de cessation d'emploi aux salariés	894 \$	72 \$	(140) \$	(14) \$	812 \$
Déménagement de stocks et d'outillage et autres charges (dans le coût des produits vendus)	–	28	(28)	–	–
Total	894 \$	100 \$	(168) \$	(14) \$	812 \$

### 3. Activités de restructuration (suite)

#### *Division Mobilier de maison*

Le 17 mai 2007, la Société a annoncé un plan de restructuration des activités d'Ameriwood Industries. La Société a déterminé que sa capacité de fabrication de meubles prêts-à-assembler surpassait les besoins anticipés du marché. À ce titre, la majorité des activités de fabrication de l'usine de Dowagiac, au Michigan, ont été suspendues en juillet 2007. Les mesures de restructuration connexes ont été menées à terme au cours du troisième trimestre de 2008, un montant de 367 \$ restant à payer au 30 décembre 2008, dont 44 \$ ont été payés au cours de la période de six mois terminée le 30 juin 2009. Au 30 juin 2009, il reste 323 \$ à payer. La Société a comptabilisé une charge cumulative de 11 024 \$ en vertu du plan, dont 83 \$ ont été comptabilisés en 2008 et 10 941 \$, en 2007. Sur le total des coûts engagés, 9 604 \$ consistaient en des charges sans effet sur la trésorerie, liées à la dépréciation d'actifs à long terme et à des démarquages de stocks.

### 4. Instruments financiers

La Société est exposée aux fluctuations des taux d'intérêt pour ce qui est principalement des crédits bancaires à long terme renouvelables, sur lesquels les montants prélevés sont soumis aux taux de base LIBOR ou US en vigueur au moment de l'emprunt, plus une marge. La Société, qui gère son risque de taux d'intérêt, pourrait conclure des contrats de swap consistant dans l'échange de taux variables pour des taux fixes pour une période de temps prolongée. Tous les autres passifs à long terme portent des taux d'intérêt fixes et, par conséquent, ne sont pas exposés au risque de taux d'intérêt lié aux flux de trésorerie.

Au cours du trimestre terminé le 31 mars 2009, la Société a décidé de recourir à des contrats de swap de taux d'intérêt pour geler une partie du coût de sa dette et réduire son risque lié à la variabilité des taux d'intérêt, en échangeant des paiements à taux variable pour des paiements à taux fixe. La Société a désigné ses swaps de taux d'intérêt comme des couvertures de flux de trésorerie pour lesquelles elle utilise la comptabilité de couverture. Dans le cas d'instruments financiers dérivés désignés comme des couvertures de flux de trésorerie, la partie efficace des variations de leur juste valeur est comptabilisée dans les Autres éléments du résultat étendu dans l'état consolidé du résultat étendu. Toute partie inefficace d'une couverture de flux de trésorerie est comptabilisée en résultat net, au moment où elle se produit, au même poste de l'état consolidé des résultats que l'élément couvert au moment de la réalisation. S'il arrive qu'une relation de couverture de flux de trésorerie devienne inefficace ou que la relation de couverture soit dénouée, les gains et les pertes non réalisés antérieurs demeurent dans le Cumul des autres éléments du résultat étendu jusqu'à ce que l'élément couvert soit réglé et les variations futures de la valeur du dérivé sont comptabilisées en résultat net de manière prospective. Les montants comptabilisés dans les Autres éléments du résultat étendu au titre de couvertures de flux de trésorerie demeurent dans le Cumul des autres éléments du résultat étendu jusqu'à ce que l'élément couvert correspondant soit réglé et, à ce moment, les montants comptabilisés dans le Cumul des autres éléments du résultat étendu sont reclassés dans le même poste de l'état des résultats où est comptabilisé l'élément couvert. Si l'élément couvert cesse d'exister avant que l'instrument de couverture expire, les gains ou pertes non réalisés dans le Cumul des autres éléments du résultat étendu sont immédiatement reclassés en résultat net.

La Société consigne rigoureusement en dossier toutes ses relations de couverture admissibles. Cela implique qu'elle associe tous les dérivés à des actifs et des passifs déterminés au bilan ou à des opérations prévues ou probables. La Société évalue aussi rigoureusement l'efficacité des relations de couverture au départ et de façon continue par la suite.

La Société n'applique pas la comptabilité de couverture aux contrats de change à terme. Les contrats de change à terme sont présentés à la valeur de marché, et les gains et pertes sont inclus dans le coût des produits vendus.

L'analyse d'échéance des contrats de swap de taux d'intérêt utilisés pour la gestion du risque d'intérêt lié à la dette à long terme se présente comme suit :

	30 juin 2009			
	Taux fixe (pourcentage)	Notionnel	Échéance	Juste valeur
Contrats de swap de taux d'intérêt	2,21	50 000 \$	23 mars 2014	1 062 \$

#### 4. Instruments financiers (suite)

La juste valeur au 30 juin 2009 des dérivés désignés comme des couvertures de flux de trésorerie se présente comme suit :

	Juste valeur
<u>Dérivés désignés comme des couvertures de flux de trésorerie :</u>	
Swaps de taux d'intérêt inclus dans les autres actifs	1 812 \$
Swaps de taux d'intérêt inclus dans les créditeurs et charges à payer	(750)
	<u>(1 062) \$</u>

#### 5. Capital-actions

##### Actions émises et en circulation

Détail des actions émises et en circulation :

	Six mois terminé le 30 juin 2009		Exercice terminé le 30 décembre 2008	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant
<b>Actions à vote plural de catégorie «A»</b>				
Solde au début de la période	4 229 710	1 793 \$	4 427 744	1 913 \$
Actions de catégorie «A» converties en actions de catégorie «B» (1)	-	-	(198 034)	(120)
Solde à la fin de la période	<u>4 229 710</u>	<u>1 793 \$</u>	<u>4 229 710</u>	<u>1 793 \$</u>
<b>Actions à vote subalterne de catégorie «B»</b>				
Solde au début de la période	29 172 482	175 629 \$	28 969 448	175 358 \$
Actions de catégorie «A» converties en actions de catégorie «B» (1)	-	-	198 034	120
Actions émises en vertu du régime d'options d'achat d'actions (2)	-	-	5 000	151
Rachat et annulation d'actions (3)	(178 440)	(1 074)	-	-
Solde à la fin de la période	<u>28 994 042</u>	<u>174 555 \$</u>	<u>29 172 482</u>	<u>175 629 \$</u>
<b>TOTAL DU CAPITAL-ACTIONS</b>		<u><u>176 348 \$</u></u>		<u><u>177 422 \$</u></u>

(1) En 2008, la Société a converti 198 034 actions à vote plural de catégorie «A» en actions à vote subalterne de catégorie «B» à un taux moyen de 0,61 \$ par action.

(2) En 2008, la Société a réalisé un coût fiscal se chiffrant à 4 \$ par suite d'opérations sur options d'achat d'actions. Le coût, qui a été porté au débit du capital-actions, n'est pas pris en compte dans la charge d'impôts de la période considérée.

(3) En mars 2009, la Société a déposé auprès de la Bourse de Toronto (TSX) une note d'information relative à une offre publique de rachat sur le marché, dans le cours normal des activités, en vue de leur annulation, d'actions à vote subalterne de catégorie «B». Conformément à l'approbation de la TSX, la Société est autorisée à racheter jusqu'à 1 458 624 actions à vote subalterne de catégorie «B» (représentant 5 % de ses actions à vote subalterne de catégorie «B» émises et en circulation à la date de l'offre) au cours de la période allant du 20 mars 2009 au 19 mars 2010, ou jusqu'à une date antérieure où l'offre sera terminée ou dénouée au gré de la Société. Toutes les actions que la Société rachètera en vertu de cette l'offre seront rachetées sur le marché, plus les frais de courtage, par l'entremise des facilités de la TSX, au cours du marché en vigueur au moment de la transaction. Les actions acquises dans le cadre de cette offre seront annulées. Conformément à l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, la Société a racheté au cours de la période de six mois terminée le 30 juin 2009 un total de 178 440 actions à vote subalterne de catégorie «B» pour une contrepartie en espèces de 3 475 \$. L'excédent de la valeur de rachat des actions sur leur valeur comptable a été porté au débit des bénéfices non répartis à titre de primes sur rachat d'actions.

## 6. Rémunérations à base d'actions

### Régimes d'options d'achat d'actions

La Société peut consentir des options pour l'achat d'actions à vote subalterne de catégorie «B» dans le cadre de différents régimes, au gré du conseil d'administration, à des cadres supérieurs et à certains employés clés. Le prix d'exercice correspond à la valeur de marché des titres à la date à laquelle les options sont accordées. Les droits associés aux options consenties sont acquis selon un calendrier progressif à raison de 25 % par année à compter du premier jour suivant la fin de la première année, et expirent au plus tard en l'an 2014.

Le régime d'options d'achat d'actions de la Société se présente ainsi :

	Six mois terminé le 30 juin 2009		Exercice terminé le 30 décembre 2008	
	Options	Prix d'exercice moyen pondéré	Options	Prix d'exercice moyen pondéré
Options en cours au début de la période	2 253 750	31,67 \$	2 308 750	31,92 \$
Options consenties	1 039 000	16,77	160 000	30,83
Options exercées	–	–	(5 000)	30,96
Options expirées	(494 750)	33,48	(51 000)	36,89
Options annulées	(252 000)	30,39	(159 000)	32,39
Options en cours à la fin de la période	2 546 000	25,36 \$	2 253 750	31,67 \$
Total des options pouvant être exercées à la fin de la période	785 750	31,56 \$	1 048 500	32,35 \$

Résumé des options en cours au 30 juin 2009 :

	Total des options en cours			Total des options pouvant être exercées	
Fourchette des prix d'exercice	Options	Prix d'exercice moyen pondéré	Durée contractuelle moyenne pondérée restante	Options	Prix d'exercice moyen pondéré
14,45 \$ - 30,70 \$	1 174 000	18,35 \$	4,62	41 250	30,31 \$
30,96 \$ - 34,49 \$	1 372 000	31,36	2,77	744 500	31,63
	2 546 000	25,36 \$	3,62	785 750	31,56 \$

La charge de rémunération totale constatée dans le résultat au titre des options d'achat d'actions des employés se chiffre à 754 \$ et 1 284 \$ respectivement pour le trimestre et la période de six mois terminés le 30 juin 2009 respectivement (2008 – 1 056 \$ et 2 449 \$ respectivement). Ce montant a été porté au crédit du surplus d'apport.

## 6. Rémunérations à base d'actions (suite)

### Régime d'unités d'actions à achat différé à l'intention des administrateurs

La Société a un régime d'unités d'actions à achat différé en vertu duquel un administrateur externe de la Société peut demander, chaque année, que sa rémunération d'administrateur et ses jetons de présence aux réunions du conseil d'administration ou de ses comités lui soient versés sous la forme d'unités d'actions à achat différé. Un participant au régime peut également recevoir des dividendes équivalents sous la forme d'unités d'actions à achat différé. Au cours des trimestres terminés les 30 juin 2009 et 2008, 4 103 et 3 037 unités d'actions à achat différé ont été émises respectivement au titre d'honoraires abandonnés et un montant de 90 \$ (2008 – 89 \$) a été passé en charges et porté au crédit du surplus d'apport. Au cours des trimestres terminés les 30 juin 2009 et 2008, un nombre supplémentaire de 260 et 127 unités d'actions à achat différé ont été émises respectivement au titre de dividendes équivalents et 5 \$ (2008 – 4 \$) ont été portés au débit des bénéfices non répartis et au crédit du surplus d'apport. Au cours des six mois terminés les 30 juin 2009 et 2008, 8 982 et 5 856 unités d'actions à achat différé ont été émises respectivement au titre d'honoraires abandonnés et un montant de 161 \$ (2008 – 174 \$) a été passé en charges et porté au crédit du surplus d'apport. Au cours des six mois terminés les 30 juin 2009 et 2008, un nombre supplémentaire de 536 et 250 unités d'actions à achat différé ont été émises respectivement au titre de dividendes équivalents et 10 \$ (2008 – 7 \$) ont été portés au débit des bénéfices non répartis et au crédit du surplus d'apport. Au 30 juin 2009, 49 738 unités d'actions à achat différé étaient en circulation et le surplus d'apport correspondant se chiffrait à 1 320 \$.

### Régime d'unités d'actions à achat différé à l'intention des cadres dirigeants

La Société a un régime d'unités d'actions à achat différé en vertu duquel les cadres dirigeants de la Société peuvent demander, chaque année, qu'une partie de leur salaire annuel et de leur boni payé leur soient versés sous la forme d'unités d'actions à achat différé. Le régime aidera les cadres dirigeants à atteindre des niveaux prescrits de participation en actions de la Société. Un participant au régime peut également recevoir des dividendes équivalents sous la forme d'unités d'actions à achat différé. Le nombre d'unités d'actions à achat différé que reçoit un cadre dirigeant est déterminé en divisant le montant du salaire et du boni à lui être versés sous la forme d'unités d'actions à achat différé à cette date ou le montant des dividendes à lui être versés à la date du règlement (les «dates d'attribution») par la juste valeur de marché des actions à vote subalterne de catégorie «B» à la date d'attribution. La date d'attribution correspond au dernier jour ouvrable de chaque mois de l'exercice de la Société dans le cas d'un salaire, à la date à laquelle le boni est versé, ou serait versé par ailleurs, au participant dans le cas d'un boni et à la date à laquelle les dividendes sont payables dans le cas de dividendes. La juste valeur de marché des actions à vote subalterne de catégorie «B» de la Société correspond à la moyenne pondérée de leurs cours pour les cinq jours ouvrables précédant la date d'attribution. Lors de la cessation de service d'un cadre dirigeant, celui-ci peut recevoir, au gré du conseil d'administration, l'un ou l'autre des éléments suivants :

- a) un montant en espèces équivalent au résultat de la multiplication du nombre d'unités d'actions à achat différé crédité à son compte par la juste valeur de marché des actions à vote subalterne de catégorie «B» à la date à laquelle le cadre dirigeant produit un avis de demande de rachat;
- b) un nombre d'actions à vote subalterne de catégorie «B» correspondant au nombre d'unités d'actions à achat différé dans le compte du cadre dirigeant;
- c) une combinaison d'un montant en espèces et d'actions à vote subalterne de catégorie «B».

Au cours du deuxième trimestre et de la période de six mois terminés le 30 juin 2009, sur les 750 000 unités d'actions à achat différé dont l'émission était autorisée en vertu Régime d'unités d'actions à achat différé à l'intention des cadres dirigeants, 25 846 unités d'actions à achat différé ont été émises et 401 \$ ont été portés au crédit du surplus d'apport. Un nombre supplémentaire de 161 unités d'actions à achat différé ont été émises au titre de dividendes équivalents et 3 \$ ont été portés au débit des bénéfices non répartis et au crédit du surplus d'apport. Au 30 juin 2009, 26 007 unités d'actions à achat différé étaient en circulation et le surplus d'apport correspondant se chiffrait à 404 \$.

## 7. Actions en circulation

Le tableau qui suit fait un rapprochement entre le nombre de base et le nombre dilué d'actions en circulation :

	Deuxièmes trimestres terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2009	2008	2009	2008
Moyenne pondérée quotidienne du nombre d'actions à vote plural de catégorie «A» et d'actions à vote subalterne de catégorie «B»	33 312 383	33 397 192	33 356 817	33 397 192
Effet dilutif des options d'achat d'actions et des unités d'actions à achat différé	76 032	553	27 210	525
Moyenne pondérée du nombre dilué d'actions	33 388 415	33 397 745	33 384 027	33 397 717
Nombre d'options d'achat d'actions et d'unités d'actions à achat différé ayant un effet anti-dilutif, exclues du calcul du résultat dilué par action	1 541 967	2 423 877	1 556 967	2 426 328

## 8. Cumul des autres éléments du résultat étendu

Variations du cumul des autres éléments du résultat étendu pour le trimestre et la période de six mois terminés le 30 juin 2009 :

	Couvertures de flux de trésorerie	Écart de conversion cumulé	Total
Solde au 31 décembre 2008	– \$	83 139 \$	83 139 \$
Variation de la période	(189)	(27 128)	(27 317)
Solde au 31 mars 2009	(189)	56 011	55 822
Variation de la période	567	27 786	28 353
Solde au 30 juin 2009	378 \$	83 797 \$	84 175 \$

Variations du cumul des autres éléments du résultat étendu pour le trimestre et la période de six mois terminés le 30 juin 2008 :

	Couvertures de flux de trésorerie	Écart de conversion cumulé	Total
Solde au 31 décembre 2007	– \$	106 871 \$	106 871 \$
Variation de la période	–	30 063	30 063
Solde au 31 mars 2008	–	136 934	136 934
Variation de la période	–	(2 226)	(2 226)
Solde au 30 juin 2008	– \$	134 708 \$	134 708 \$

## 9. Régimes d'avantages sociaux des salariés

Les charges engagées en vertu des régimes d'avantages sociaux de la Société ont été les suivantes :

	Deuxièmes trimestres terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2009	2008	2009	2008
Régimes de retraite à cotisations déterminées	455 \$	416 \$	795 \$	815 \$
Régimes de retraite à prestations déterminées	855	683	2 268	1 558
Régimes d'avantages complémentaires de retraite	195	195	390	390
<b>Total</b>	<b>1 505 \$</b>	<b>1 294 \$</b>	<b>3 453 \$</b>	<b>2 763 \$</b>

## 10. Amortissements

Les amortissements comprennent les éléments suivants :

	Deuxièmes trimestres terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2009	2008	2009	2008
Amortissement – Immobilisations corporelles	6 816 \$	7 149 \$	13 084 \$	13 733 \$
Amortissement – Frais de développement reportés	3 119	3 555	5 760	6 273
Amortissement – Actifs incorporels	1 436	2 000	2 995	3 784
<b>Total des amortissements inclus dans l'état consolidé des résultats</b>	<b>11 371</b>	<b>12 704</b>	<b>21 839</b>	<b>23 790</b>
Moins : Amortissement lié aux activités de fabrication inclus dans le coût des produits vendus (note 1)	(5 060)	(5 429)	(9 849)	(10 497)
	<b>6 311 \$</b>	<b>7 275 \$</b>	<b>11 990 \$</b>	<b>13 293 \$</b>

## 11. État des flux de trésorerie

L'acquisition d'un actif à long terme en encourant un passif ne se traduit pas par une sortie de fonds pour la Société tant que le passif n'est pas payé. À cet égard, l'état consolidé des flux de trésorerie ne tient pas compte des opérations sans effet sur la trésorerie suivantes :

	Deuxièmes trimestres et six mois terminés les 30 juin	
	2009	2008
Acquisition d'immobilisations corporelles financée par des crédateurs et charges à payer	334 \$	549 \$
Acquisition d'actifs incorporels financée par des crédateurs et charges à payer	(76) \$	450 \$

Variations nettes des soldes hors trésorerie liés à l'exploitation :

	Deuxièmes trimestres terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2009	2008	2009	2008
Débiteurs	9 674 \$	24 022 \$	(56 887) \$	(45 518) \$
Stocks	2 506	(25 145)	86 580	(8 472)
Frais payés d'avance	(608)	(903)	(3 673)	(140)
Créditeurs, charges à payer et autres passifs	26 586	7 805	(28 903)	23 615
Impôts sur les bénéfices	5 138	(1 079)	6 367	2 138
Total	43 296 \$	4 700 \$	3 484 \$	(28 377) \$

Détails de l'acquisition de filiales :

	Deuxièmes trimestres terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2009	2008	2009	2008
Acquisition de filiales (note 2)	4 \$	(36 283) \$	(5 384) \$	(232 025) \$
Trésorerie acquise	–	–	–	5 043
	–	(36 283)	(5 384)	(226 982)
Solde de prix de vente à payer (payé)	–	5 013	(1 100)	8 900
	4 \$	(31 270) \$	(6 484) \$	(218 082) \$

## 11. État des flux de trésorerie (suite)

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les éléments suivants :

	30 juin 2009	30 déc. 2008
Trésorerie	35 619 \$	15 408 \$
Placements à court terme	8 094	1 558
Trésorerie et équivalents de trésorerie	43 713 \$	16 966 \$

Information supplémentaire :

	Deuxièmes trimestres terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2009	2008	2009	2008
Intérêts versés	5 291 \$	1 921 \$	13 315 \$	7 697 \$
Impôts sur les bénéfices payés	6 176 \$	3 496 \$	12 138 \$	11 506 \$
Impôts sur les bénéfices recouverts	2 446 \$	387 \$	3 241 \$	472 \$

## 12. Informations sectorielles

Secteurs géographiques – origine des produits d'exploitation

	Deuxièmes trimestres terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2009	2008	2009	2008
Canada	57 809 \$	69 197 \$	126 120 \$	137 736 \$
États-Unis	329 027	324 601	616 588	607 203
Europe	126 301	163 613	253 917 \$	331 330
Autres pays	37 986	36 313	79 728	73 489
Total	551 123 \$	593 724 \$	1 076 353 \$	1 149 758 \$

## 12. Informations sectorielles (suite)

### Secteurs d'activité

Deuxièmes trimestres terminés les 30 juin								
	Total		Produits de puériculture		Produits récréatifs		Mobilier de maison	
	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008
Total des produits	551 123 \$	593 724 \$	244 672 \$	282 204 \$	199 093 \$	195 073 \$	107 358 \$	116 447 \$
Coût des produits vendus (note 1)	430 008	456 279	185 079	204 730	154 841	149 450	90 088	102 099
Frais de vente, généraux et administratifs	71 718	76 496	36 117	40 270	27 049	26 836	8 552	9 390
Amortissements (note 1)	6 307	7 255	4 742	5 116	1 194	1 535	371	604
Frais de recherche et de développement	2 573	2 508	1 939	1 720	–	–	634	788
Frais de restructuration	70	802	70	797	–	–	–	5
Bénéfice d'exploitation	40 447	50 384	16 725 \$	29 571 \$	16 009 \$	17 252 \$	7 713 \$	3 561 \$
Intérêts	4 405	5 951						
Charges du siège social	6 239	5 128						
Impôts sur les bénéfices	5 039	7 958						
Bénéfice net	24 764 \$	31 347 \$						

Six mois terminés les 30 juin								
	Total		Produits de puériculture		Produits récréatifs		Mobilier de maison	
	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008
Total des produits	1 076 353 \$	1 149 758 \$	498 633 \$	590 887 \$	360 521 \$	335 533 \$	217 199 \$	223 338 \$
Coût des produits vendus (note 1)	832 028	875 260	366 330	422 395	279 241	255 411	186 457	197 454
Frais de vente, généraux et administratifs	143 714	151 534	74 275	87 410	52 783	45 423	16 656	18 701
Amortissements (note 1)	11 962	13 252	8 733	9 521	2 511	2 637	718	1 094
Frais de recherche et de développement	5 048	5 221	3 778	3 686	–	–	1 270	1 535
Frais de restructuration	72	1 625	72	1 572	–	–	–	53
Bénéfice d'exploitation	83 529	102 866	45 445 \$	66 303 \$	25 986 \$	32 062 \$	12 098 \$	4 501 \$
Intérêts	8 657	10 559						
Charges du siège social	11 491	10 540						
Impôts sur les bénéfices	10 588	15 287						
Bénéfice net	52 793 \$	66 480 \$						

### Évolution des écarts d'acquisition par secteurs d'activité :

	Total		Produits de puériculture		Produits récréatifs		Mobilier de maison	
	30 juin 2009	30 déc. 2008	30 juin 2009	30 déc. 2008	30 juin 2009	30 déc. 2008	30 juin 2009	30 déc. 2008
Solde au début de la période	540 187 \$	525 235 \$	343 155 \$	350 848 \$	165 860 \$	143 215 \$	31 172 \$	31 172 \$
Acquisitions (note 2)	5 265	23 611	5 265	966	–	22 645	–	–
Change	(1 394)	(8 659)	(1 394)	(8 659)	–	–	–	–
Solde à la fin de la période	544 058 \$	540 187 \$	347 026 \$	343 155 \$	165 860 \$	165 860 \$	31 172 \$	31 172 \$

### **13. Événements postérieurs à la date du bilan**

Le 15 juillet 2009, la Société a annoncé qu'elle avait acquis certains éléments d'actif d'Iron Horse Bicycles, y compris des stocks de bicyclettes et diverses marques de commerce et appellations commerciales, notamment la marque Iron Horse. Outre les vélos de descente et de sentiers extrêmes, la gamme de produits d'Iron Horse comprend également des vélos de montagne, des vélos de route, des vélos de ville, des vélos pour enfants ainsi que des vélos hybrides. Le prix d'achat a été de 5 220\$. Un solde de prix de vente est payable en juillet 2010. La Société procède actuellement à la répartition du coût de cette acquisition entre les actifs nets acquis.

Le 4 août 2009, la Société a annoncé qu'elle avait acquis certains éléments d'actif de Gemini Bicycles, un distributeur de bicyclettes australien, pour un montant de 2 200\$. La Société procède actuellement à la répartition du coût de cette acquisition entre les actifs nets acquis.